

ODOXA

L'opinion tranchée

Baromètre sécurité des Français

Mars 2024

LEVEE D'EMBARGO IMMEDIATE

Contact Presse Fiducial : Agence Coriolink, Sarah Garcia Del Rio – sarah.garciadelrio@coriolink.com – 06 98 06 08 43



SONDAGE REALISE POUR FIDUCIAL ET

LE FIGARO

Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet les 13 et 14 mars 2024.



Echantillon

Echantillon de **1005 Français** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Précision sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Taille de l'Echantillon	Si le pourcentage observé est de ...					
	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5% : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

Principaux enseignements (1/2)

Face à l'insécurité, les Français se protègent de plus en plus

I. Les Français ont le sentiment que l'insécurité augmente dans le pays (92%)

- Le sentiment d'insécurité (57%) et la défiance envers le gouvernement sur les questions relatives à la sécurité restent très majoritaires
- Et, à la quasi-unanimité (92%), les Français estiment que l'insécurité a augmenté ces dernières années dans le pays, 82% rejoignant Gérard Darmanin lorsqu'il évoque « un ensauvagement d'une partie de la société »
- Plus d'un Français sur deux (56%) déclare avoir déjà été victime d'une agression ou d'un vol, harcèlements et agressions verbales en tête (39%), mais aussi cambriolages (23%) et agressions physiques (19%)
- Les quartiers sensibles (83%), les transports publics (65%) et les grandes villes (61%) sont les lieux dans lesquels les Français se sentent le moins en sécurité

II. Résultat, les Français se protègent de plus en plus, en équipant leur domicile (63%) ou en se protégeant personnellement (30%)

Principaux enseignements (2/2)

III. Et attendent d'être davantage protégés...

- Les Français appellent en effet à un plus grand recours de la force par les forces de l'ordre (68%), une position qui fait débat à gauche
- Ils sont aussi unanimement favorables à une plus grande fermeté envers les mineurs délinquants et leur famille, du travail d'intérêt général (94%) aux amendes contre les parents (79%)
- S'ils comprennent les « collectifs de voisins » (85%), les Français craignent que cela dégénère (66%) et souhaitent donc que ces collectifs s'organisent avec des professionnels de la sécurité (86%) ...
- ... à l'aide de la vidéoprotection (89% à l'extérieur et 86% dans les immeubles), de drones (81%) et d'agents de sécurité (76%)
- Les Français approuvent aussi largement toutes les mesures destinées à améliorer la sécurité dans les transports mais les sanctions financières pour oubli de bagage font davantage débat (56% pour, 43% contre)
- Enfin, si les actifs se sentent globalement en sécurité sur leur lieu de travail (88%), ils pensent qu'elle pourrait encore s'améliorer (60%) et que c'est un sujet dont on ne parle pas souvent à leurs yeux (64%)

Synthèse détaillée du sondage

(1/6)

Face à l'insécurité, les Français se protègent de plus en plus

I. Les Français ont le sentiment que l'insécurité augmente dans le pays (92%)

Le sentiment d'insécurité (57%) et la défiance envers le gouvernement sur les questions relatives à la sécurité restent très majoritaires

En ce début de printemps 2024, plus de la moitié des Français (57%, 61% des femmes, 53% des hommes) affirment se sentir souvent ou de temps en temps en insécurité et l'action du gouvernement en la matière n'est pas de nature à les rassurer, quel que soit le critère.

En tête, 72% des Français n'ont pas confiance dans le gouvernement pour assurer leur sécurité face à la délinquance, aux cambriolages et aux agressions.

Ils sont aussi une nette majorité (62%) à ne pas lui faire confiance pour les protéger du terrorisme. Sur le temps long, la tendance de cet indicateur est clairement négative. Si environ 45% des Français avaient confiance entre 2017 et 2020, la moyenne de cet indicateur s'approche de plus en plus des 35% depuis 2021.

Enfin, à seulement quatre mois de l'organisation des Jeux Olympiques, seuls 29% des Français affirment faire confiance au gouvernement pour en assurer la sécurité, c'est trois points de moins qu'en janvier dernier.

Et, à la quasi-unanimité (92%), les Français estiment que l'insécurité a augmenté ces dernières années dans le pays, 82% rejoignant Gérald Darmanin lorsqu'il évoque « un ensauvagement d'une partie de la société »

A chaque parution, l'évolution factuelle de la délinquance et de la criminalité, telles que mesurées par le ministère de l'Intérieur, fait débat selon les indicateurs observés et la période sur laquelle on l'étudie.

Mais la perception des Français (à tort ou à raison) est sans appel : 92% d'entre eux ont le sentiment que l'insécurité a augmenté ces dernières années, 55% estimant même qu'elle a « beaucoup » augmenté.

Le sentiment que l'insécurité a beaucoup augmenté est nettement plus élevé à droite (74%) qu'à gauche (39%) et progresse selon l'âge des Français (de 39% chez les moins de 18-24 ans à 63% chez les 65 ans et +).

Synthèse détaillée du sondage

(2/6)

Résultat de cette perception unanime, 82% des Français partagent les propos de Gérald Darmanin lorsqu'il parle « d'ensauvagement d'une partie de la société ».

Les sympathisants de Renaissance, LR et RN le pensent tous (93 à 95%) mais, à gauche, ces propos font davantage débat : 55% des sympathisants LFI, 63% des PS et 65% des écologistes sont d'accords avec Gérald Darmanin. Retenons, tout de même, que ce diagnostic est partagé par la majorité de toutes les sensibilités politiques.

Plus d'un Français sur deux (56%) déclare avoir déjà été victime d'une agression ou d'un vol, harcèlements et agressions verbales en tête (39%), mais aussi cambriolages (23%) et agressions physiques (19%)

Au-delà des peurs et du sentiment d'insécurité, les Français sont concrètement exposés à ces risques.

En tête, le harcèlement et les agressions verbales dans la rue et dans les lieux publics, dont 39% des Français ont été victimes (45% chez les femmes). Près d'un Français sur quatre (23%) a déjà été cambriolé et 19% ont déjà été victimes d'une agression physique. Enfin, ils sont près d'un sur dix à nous confier avoir déjà été victimes d'un vol à l'arraché, d'un pickpocket ou d'un carjacking (12%) et d'une agression sexuelle (8%).

Au total, 56% des Français ont été victimes d'au moins l'un de ces actes. Les femmes (62%), les moins de 35 ans (65%) et les urbains (64%) sont nettement plus exposés que les hommes (49%), les 65 ans et + (46%) et les ruraux (45%).

Les quartiers sensibles (83%), les transports publics (65%) et les grandes villes (61%) sont les lieux dans lesquels les Français se sentent le moins en sécurité

Trois lieux suscitent un très fort sentiment d'insécurité dans le pays.

D'abord, 83% des Français affirment qu'ils ne se sentent pas en sécurité dans les quartiers dits sensibles. Ils sont aussi près des deux tiers à ne pas se sentir en sécurité dans les transports publics (65%) et dans les grandes villes (61%). Ce sentiment est davantage partagé par les habitants des grandes agglomérations (58%) que chez ceux de l'agglomération parisienne (44%).

Les Français se sentent en revanche davantage en sécurité lorsqu'ils sont chez eux (91%), au travail (88%), à la campagne et dans les villages (85%), dans les petites villes (75%) voire dans les lieux fréquentés comme les restaurants ou les bars (72%) et dans les lieux accueillant du public comme les salles de spectacle, les stades ou les musées (64%).

Synthèse détaillée du sondage

(3/6)

II. Résultat, les Français se protègent de plus en plus, en équipant leur domicile (63%) ou en se protégeant personnellement (30%)

Compte tenu de leurs inquiétudes en matière de sécurité, les Français cherchent de plus en plus à se protéger, en sécurisant d'abord leur domicile.

Ils sont en effet plus nombreux qu'en octobre 2020 à être équipés d'un digicode (33% ; +8 pts), d'une alarme (26% ; +3 pts), d'un système de vidéosurveillance (24% ; +5 pts) voire d'un chien de garde (21% ; +5 pts). 63% des Français bénéficient a minima d'une de ces protections pour leur domicile.

Mais ils cherchent aussi à se protéger individuellement. La bombe lacrymogène est le moyen le plus répandu (21% ; +7 pts depuis 2020), 13% des Français déclarent être équipés d'une arme de défense (+2 pts) et 12% ont déjà suivi des cours de Krav Maga ou d'autres types d'autodéfenses (arts martiaux...). Ces différents moyens de protection concernent 30% des Français.

Au total, 7 Français sur 10 ont protégé leur domicile et/ou sont équipés d'un moyen de protection individuel.

Nous y reviendrons ensuite plus en détail mais retenons que, parallèlement à ces indicateurs en nette hausse, les Français comprennent que des « collectifs de voisins » patrouillant dans leur quartier (85%) se soient mis en place. S'ils se sentaient concernés, la moitié d'entre eux (51%) n'hésiteraient pas y participer.

Autrement dit, face à des faits de délinquance et à la crainte de l'insécurité, les Français optent aujourd'hui aussi pour l'autoprotection, sous toutes ses formes.

III. Et attendent d'être davantage protégés...

Les Français appellent en effet à un plus grand recours de la force par les forces de l'ordre (68%), une position qui fait débat à gauche

La question du recours à la force légitime des forces de l'ordre fait régulièrement débat dans la société. C'est le cas lors des débordements en manifestation ou encore lorsqu'il est question de refus d'obtempérer ou encore d'attaques contre des policiers dans certains quartiers.

Strictement encadré par la loi, le recours à la violence est, pour certains, trop restrictif et empêche les forces de l'ordre d'être efficaces dans leur mission.

Synthèse détaillée du sondage

(4/6)

Alors faut-il tolérer un recours plus large que ce qui est autorisé ? C'est ce que pensent les deux tiers des Français (68%). Très majoritaire chez les sympathisants LR (87%), RN (83%) et Renaissance (77%) ; cette idée fait davantage débat à gauche : 53% des sympathisants PS y sont favorables tandis que 59% des sympathisants LFI et 61% des sympathisants écologistes y sont opposés.

Ils sont aussi unanimement favorables à une plus grande fermeté envers les mineurs délinquants et leur famille, du travail d'intérêt général (94%) aux amendes contre les parents (79%)

« Tu casses, tu ré pares », c'est par ces propos que Gabriel Attal a annoncé sa volonté de mettre en place des travaux d'intérêt général pour les mineurs notamment coupables de dégradations. Les Français approuvent unanimement cette idée (94%).

Parallèlement, ils sont aussi très largement favorables au durcissement de l'autorité à l'école (87%) pour lutter contre la délinquance des mineurs.

La suppression des allocations familiales versées pour un mineur délinquant recueille quant à elle l'approbation de 80% des Français. Même les sympathisants de gauche y sont majoritairement favorables (59%). De même, les amendes contre les parents de mineurs délinquants sont approuvées par 79% des Français (59% des sympathisants de gauche).

S'ils comprennent les « collectifs de voisins » (85%), les Français craignent que cela dégénère (66%) et souhaitent donc que ces collectifs s'organisent avec des professionnels de la sécurité (86%) ...

Dans certains quartiers, le voisinage s'organise pour assurer la sécurité en patrouillant dans les rues ou encore en occupant tour à tour les halls d'immeuble pour éviter les attroupements et empêcher l'installation de points de deal.

Les Français comprennent très massivement (85%) ces « collectifs de voisin », dans leur situation 51% affirment qu'ils pourraient y participer. Ils les qualifient d'ailleurs d'efficaces pour maintenir l'ordre et la sécurité des habitants (68%) sans pour autant les apparenter à des milices (70%).

Mais ils craignent que cela dégénère et que cela pourrait pousser certains habitants à se faire justice eux-mêmes (66%).

Le fait que des professionnels de la sécurité encadrent ces collectifs pourrait rassurer les Français, 86% d'entre eux affirment en effet que cela doit se faire en liaison avec ces entreprises.

Synthèse détaillée du sondage

(5/6)

... à l'aide de la vidéoprotection (89% à l'extérieur et 86% dans les immeubles), de drones (81%) et d'agents de sécurité (76%)

Les Français sont très favorables au recours à la sécurité privée et aux moyens techniques qu'elle propose.

En tête, le déploiement de systèmes de vidéoprotection est largement soutenu que ce soit à l'extérieur des immeubles (89%) ou à l'intérieur (86%).

Ils approuvent aussi massivement l'utilisation de drones pour surveiller les cités ou les immeubles dangereux (81%) et près des trois-quarts des Français approuvent le fait de poster des agents de sécurité dans les halls d'immeuble pour éviter qu'ils soient occupés (76%).

Une seule option fait débat dans la société : l'armement des agents de sécurité privée. 48% des Français y sont favorables et 51% y sont opposés. Cette idée est surtout soutenue par les sympathisants RN (66%) et de Renaissance (61%). Les sympathisants des autres grands partis y sont quant à eux opposés : LR (55%), LFI (63%), socialistes (68%) et écologistes (74%).

Les Français approuvent aussi largement toutes les mesures destinées à améliorer la sécurité dans les transports mais les sanctions financières pour oubli de bagage font davantage débat (56% pour, 43% contre)

Après les quartiers difficiles, les transports publics sont le deuxième lieu où les Français se sentent le moins en sécurité : les deux tiers d'entre eux nous le confient (65%).

La loi proposée par le sénateur Philippe Tabarot comporte justement plusieurs mesures destinées à améliorer la sécurité dans les transports. Chacune des cinq mesures testées dans notre enquête est approuvée par la majorité des Français, mais à des niveaux différents.

Ils sont ainsi quasi-unaniment favorables à ce qu'on autorise les conducteurs d'autobus et d'autocars à déclencher un enregistrement sonore en cas de danger (95%) et à ce que l'on pérennise l'utilisation des caméras-piétons pour les agents de sûreté, les contrôleurs et les chauffeurs de bus (91%).

Les trois-quarts de nos concitoyens approuvent aussi l'idée d'autoriser les agents de sûreté de la SNCF et de la RATP à poursuivre un contrevenant sur la voie publique (75%) et les deux-tiers souhaitent que l'on autorise aux agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP de réaliser des palpations de sécurité (66%).

Moins consensuelle, la sanction financière des oublis de bagages ou d'objets dans les transports est tout de même approuvée par 56% des Français.

Synthèse détaillée du sondage

(6/6)

Enfin, si les actifs se sentent globalement en sécurité sur leur lieu de travail (88%), ils pensent qu'elle pourrait encore s'améliorer (60%) et que c'est un sujet dont on ne parle pas souvent à leurs yeux (64%)

Les actifs français se sentent très largement en sécurité sur leur lieu de travail (88%). Néanmoins, ils sont parallèlement 60% à nous confier que les choses pourraient encore s'améliorer.

Cela passe évidemment par des mesures de sécurité mais aussi par une meilleure communication. La majorité des actifs affirme en effet que c'est un sujet dont ils n'entendent pas souvent parler (64%).

De fait, 52% d'entre eux affirment qu'ils ne sauraient pas comment réagir en cas de menace interne ou externe.

Emile Leclerc, Directeur d'études



Questions barométrées

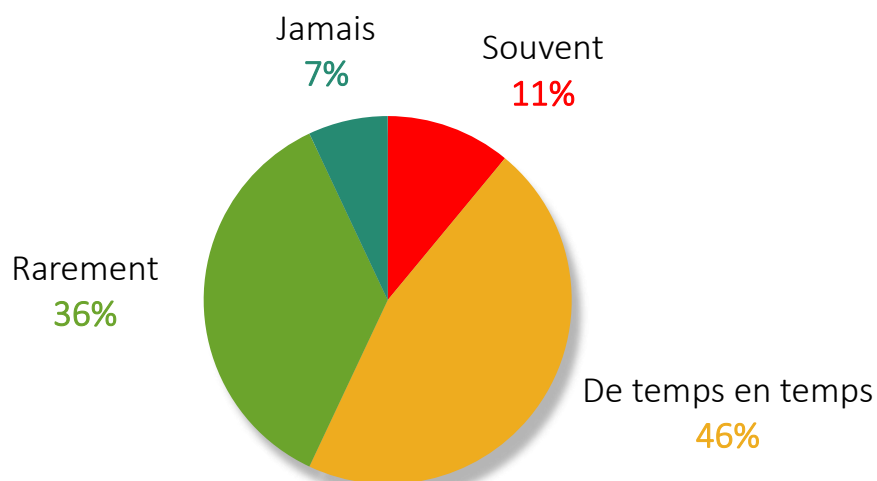
Sentiment d'insécurité



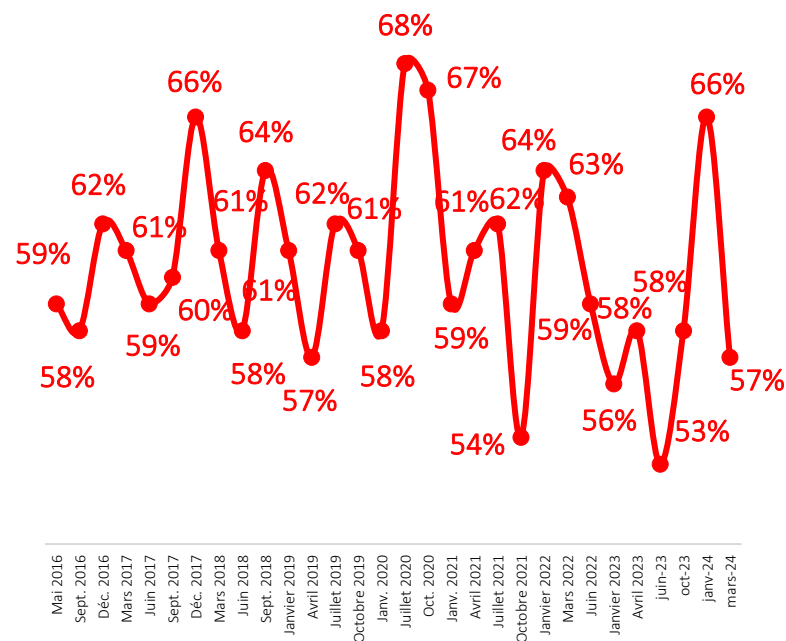
Vous arrive-t-il de vous sentir en insécurité ?

% Rarement / jamais :
43%

% Souvent / de temps en temps :
57%



Evolution du sentiment d'insécurité

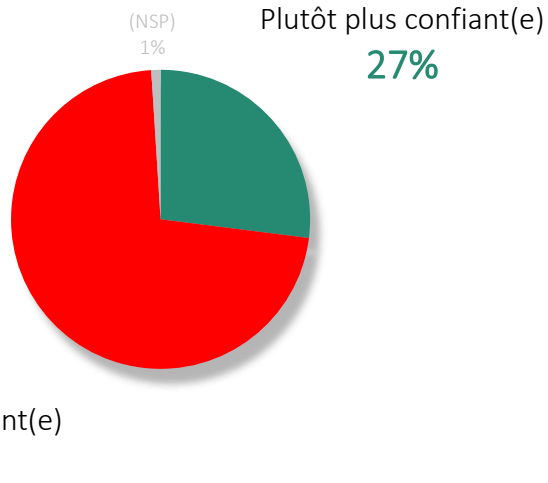


Source : baromètres sécurité Odoxa pour Fiducial

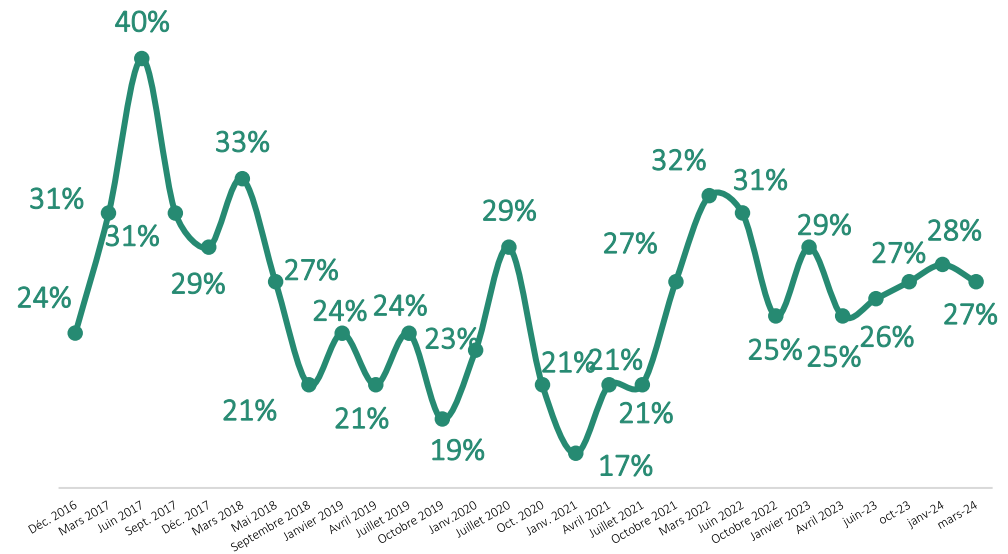
Confiance dans le gouvernement en matière de sécurité du quotidien



Depuis ces dernières semaines, êtes-vous plutôt plus confiant(e) ou moins confiant(e) concernant la capacité du gouvernement à assurer la sécurité des Français en matière de délinquance, cambriolage et agressions ?



Evolution de la confiance en matière de sécurité du quotidien

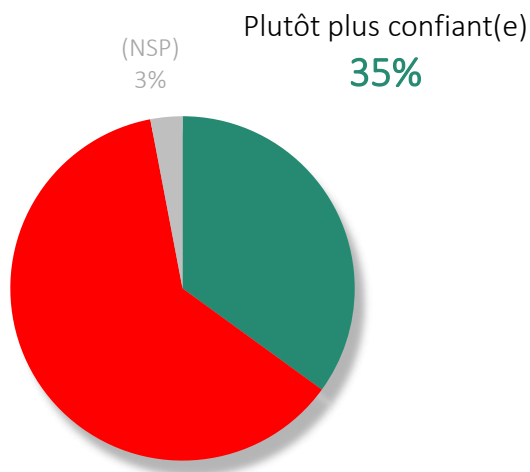


Source : baromètres sécurité Odoxa pour Fiducial

Confiance dans le gouvernement face au terrorisme

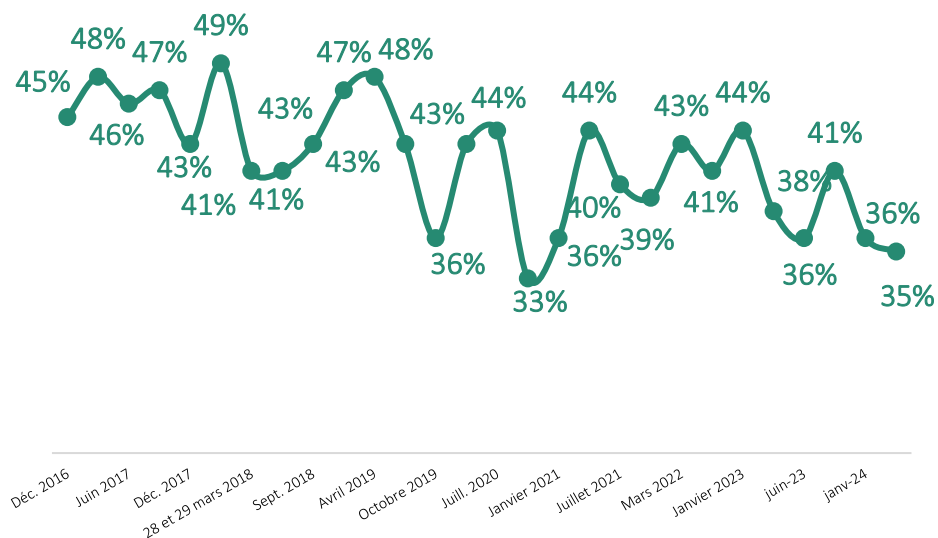


Depuis ces dernières semaines, êtes-vous plutôt plus confiant(e) ou moins confiant(e) concernant la capacité du gouvernement à assurer la sécurité des Français en matière de terrorisme ?



Plutôt moins confiant(e)
62%

Evolution de la confiance face au terrorisme

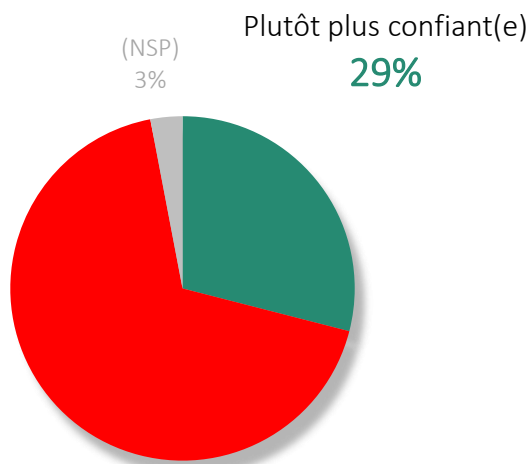


Source : baromètres sécurité Odoxa pour Fiducial

Confiance dans le gouvernement pour assurer la sécurité des JO

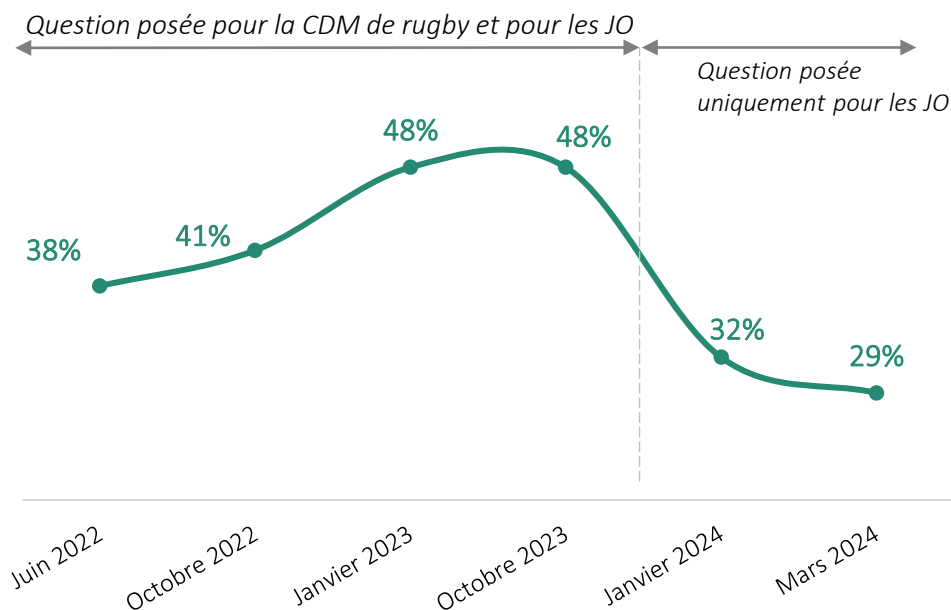


Depuis ces dernières semaines, êtes-vous plutôt plus confiant(e) ou moins confiant(e) concernant la capacité du gouvernement à assurer la sécurité des Jeux Olympiques de Paris en 2024 ?



Plutôt moins confiant(e)
68%

Evolution de la confiance pour assurer la sécurité des grands évènements sportifs (Coupe du monde de rugby et Jeux Olympiques)



Source : baromètres sécurité Odoxa pour Fiducial



Les Français face à la violence

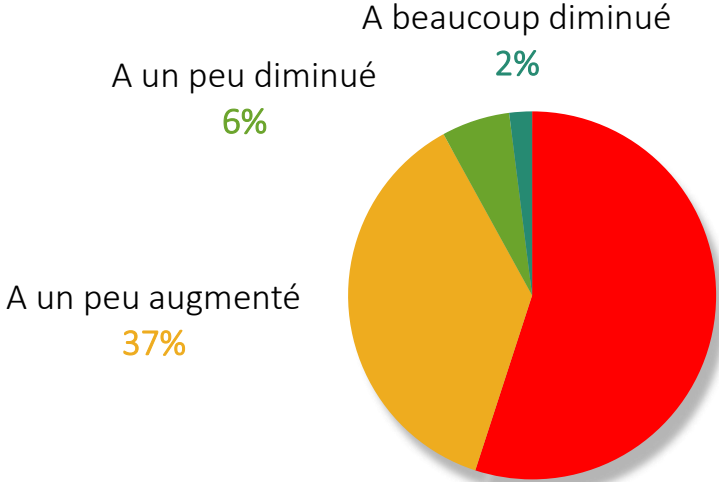
Perception de l'évolution de l'insécurité en France



Ces dernières années en France, diriez-vous que l'insécurité... ?

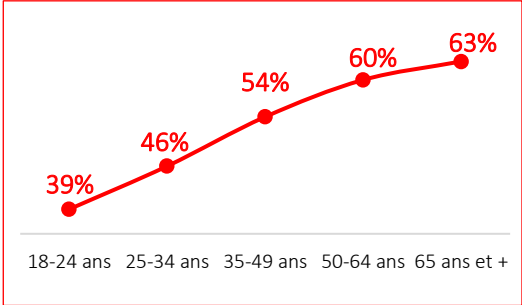
% A diminué : 8%

% A augmenté : 92%



A beaucoup augmenté → **55%**

Sympathisants de droite : 74%
Sympathisants de gauche : 39%



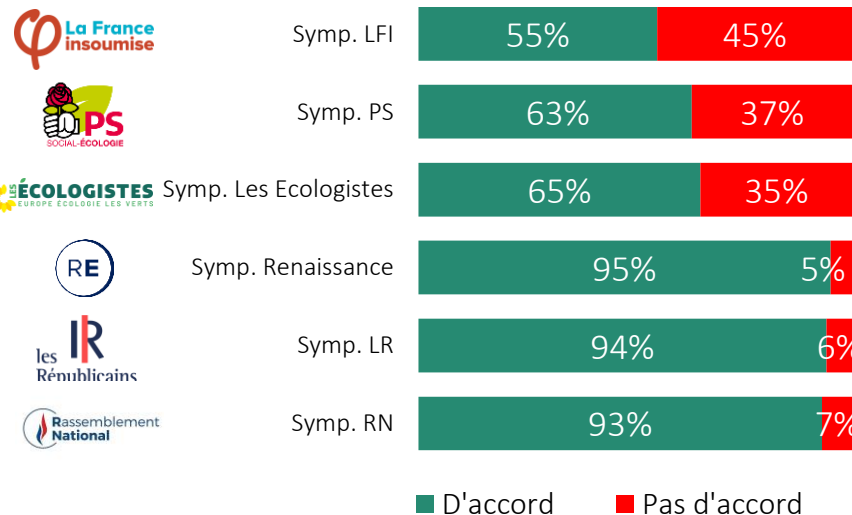
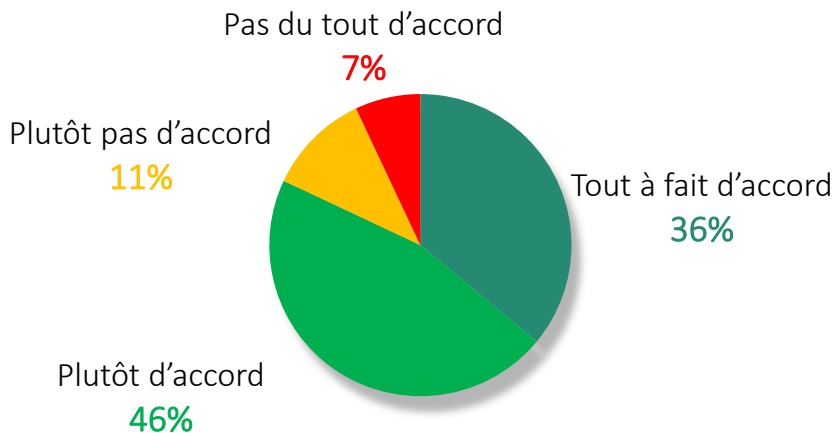
Approbation de l'idée d'un « ensauvagement d'une partie de la société » exprimée par G. Darmanin



Lors de son arrivée au ministère de l'Intérieur et à d'autres reprises, *Gérald Darmanin* a parlé « d'ensauvagement d'une partie de la société » pour décrire l'évolution de la violence en France. Etes-vous d'accord avec lui ?

% Pas d'accord : 18%

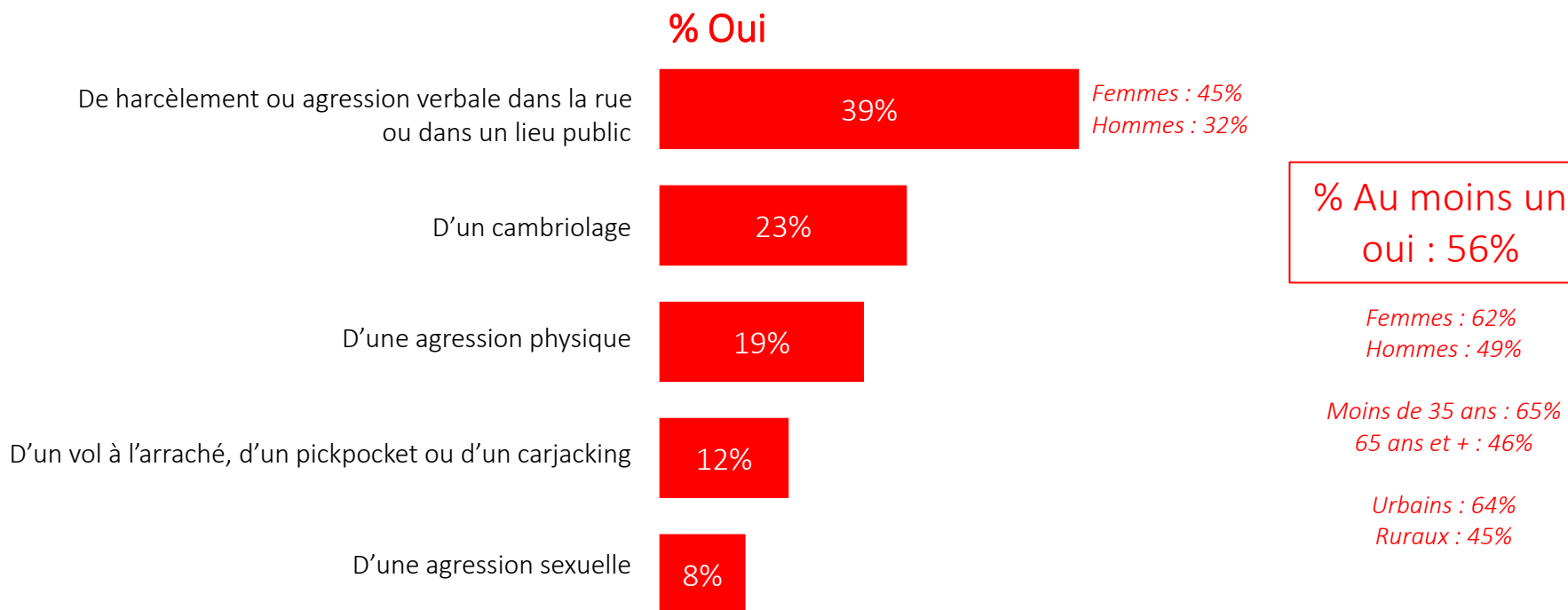
% D'accord : 82%



Parts de Français victimes d'agressions et de vols



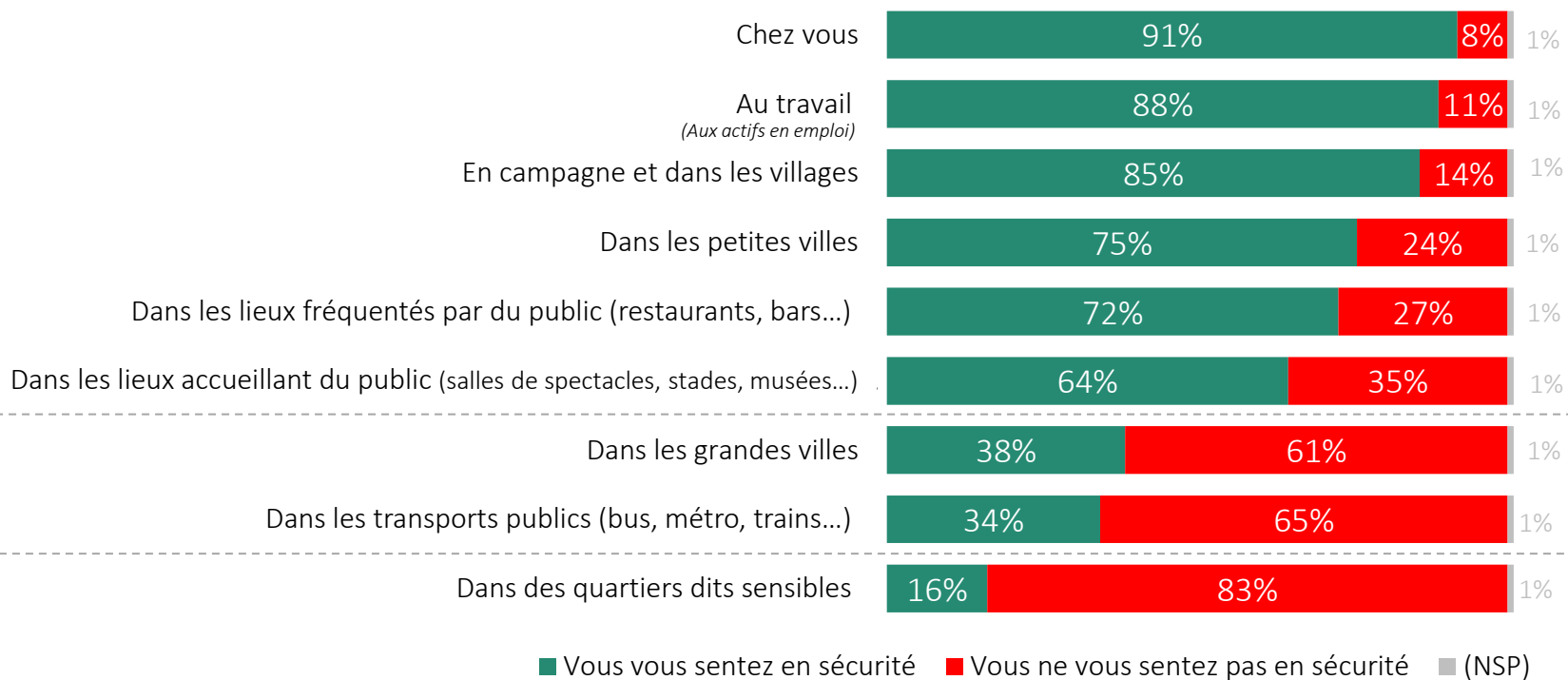
Vous-même, sur le territoire français, avez-vous déjà été victime... ?



Perception de la sécurité dans différents lieux



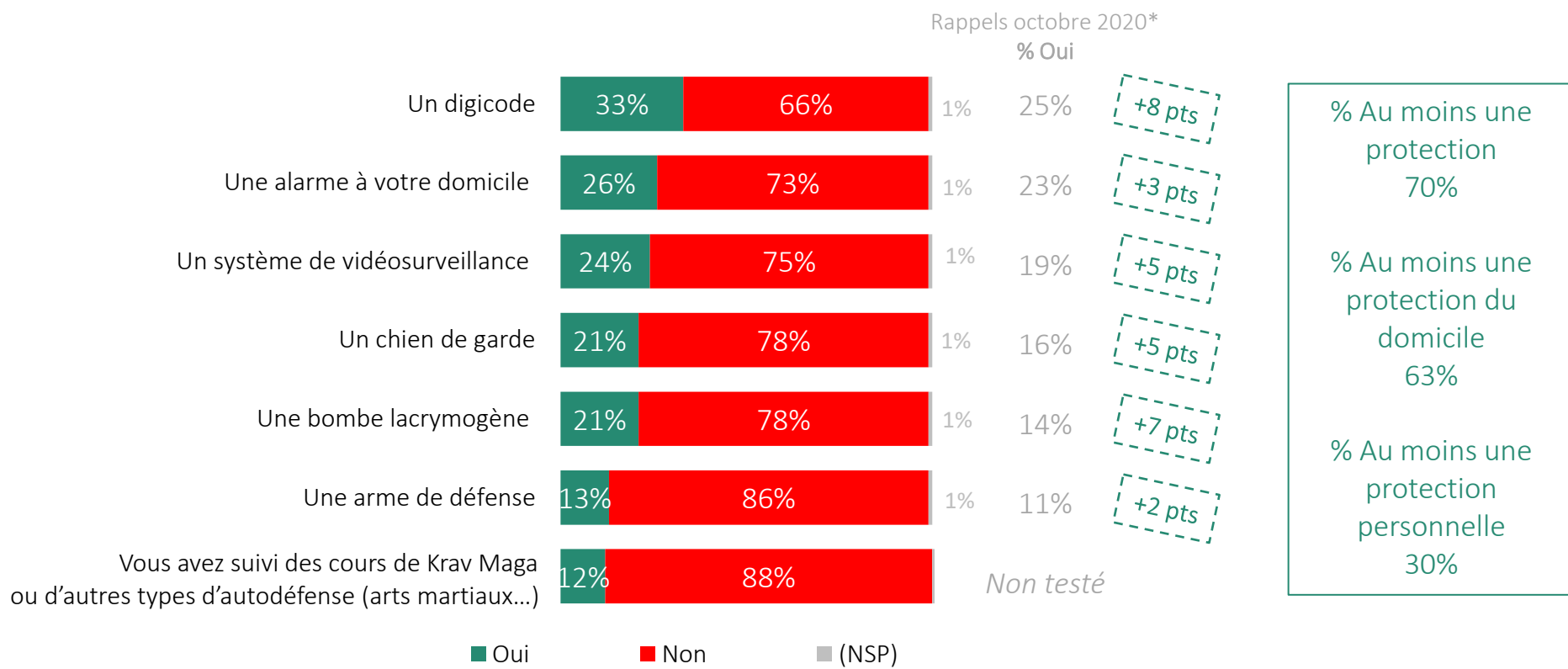
Vous sentez-vous en sécurité lorsque vous êtes... ?



Systemes de protection utilisés



Pour chacune des protections suivantes, dites-nous si vous en disposez ?

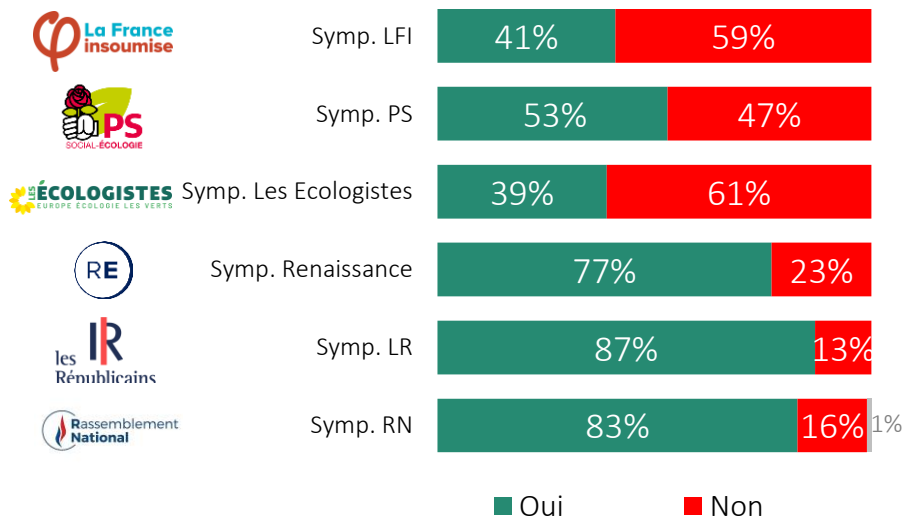
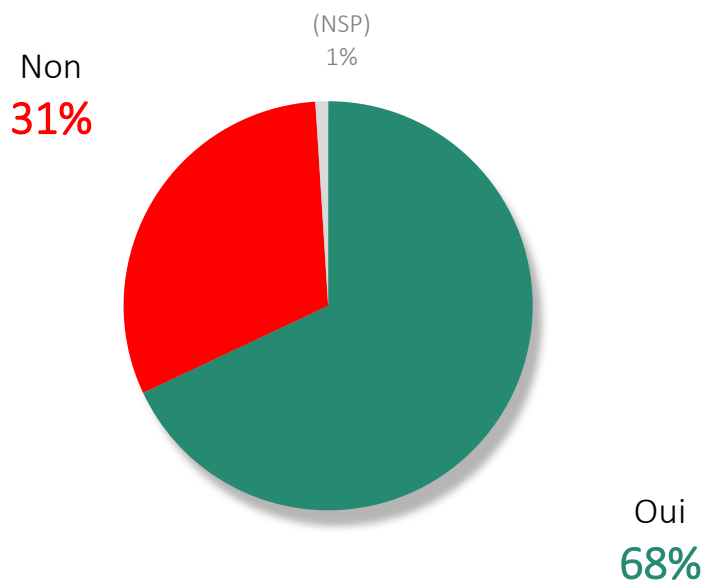


*Baromètre Sécurité Odoxa pour Fiducial réalisé les 14 et 15 octobre 2020

Perception de la légitimité des forces de l'ordre à user de plus de force que ce qui est prévu par les règles



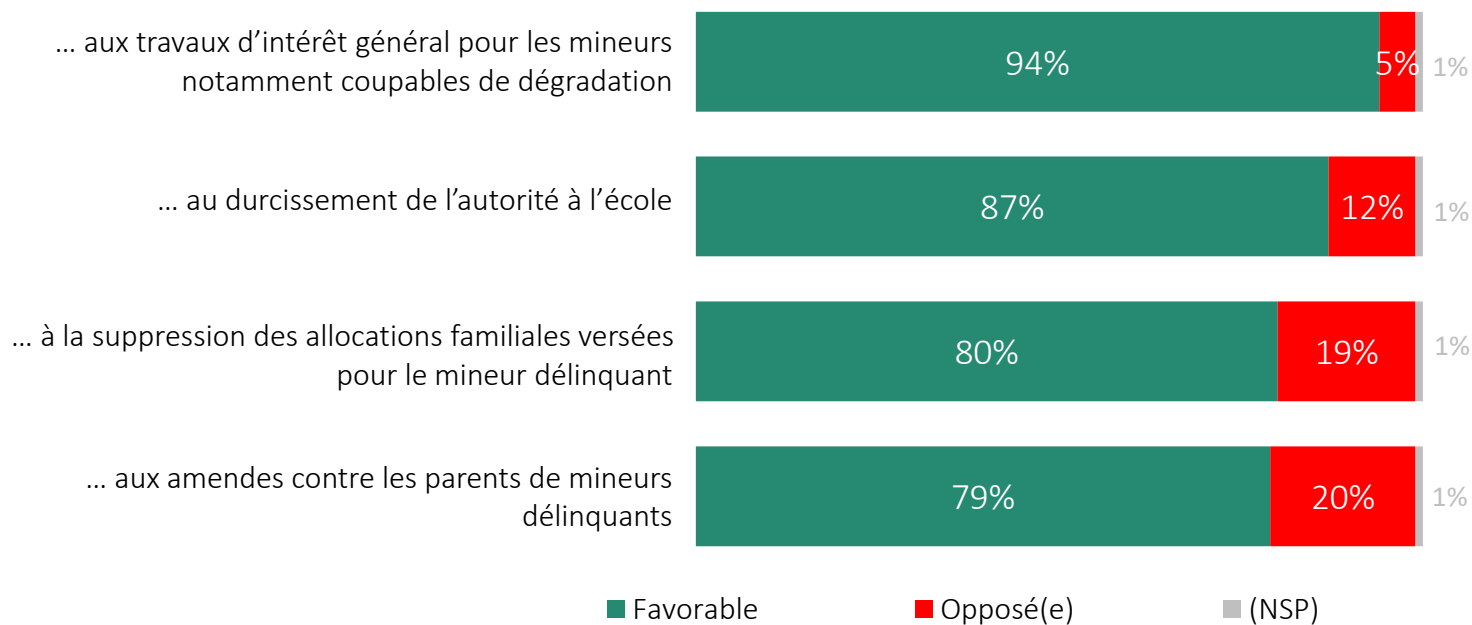
Dans certains cas, l'utilisation par les forces de l'ordre de plus de force que ce qui est prévu par les règles devrait-elle être tolérée ?



Approbation de mesures pour lutter contre la délinquance des mineurs



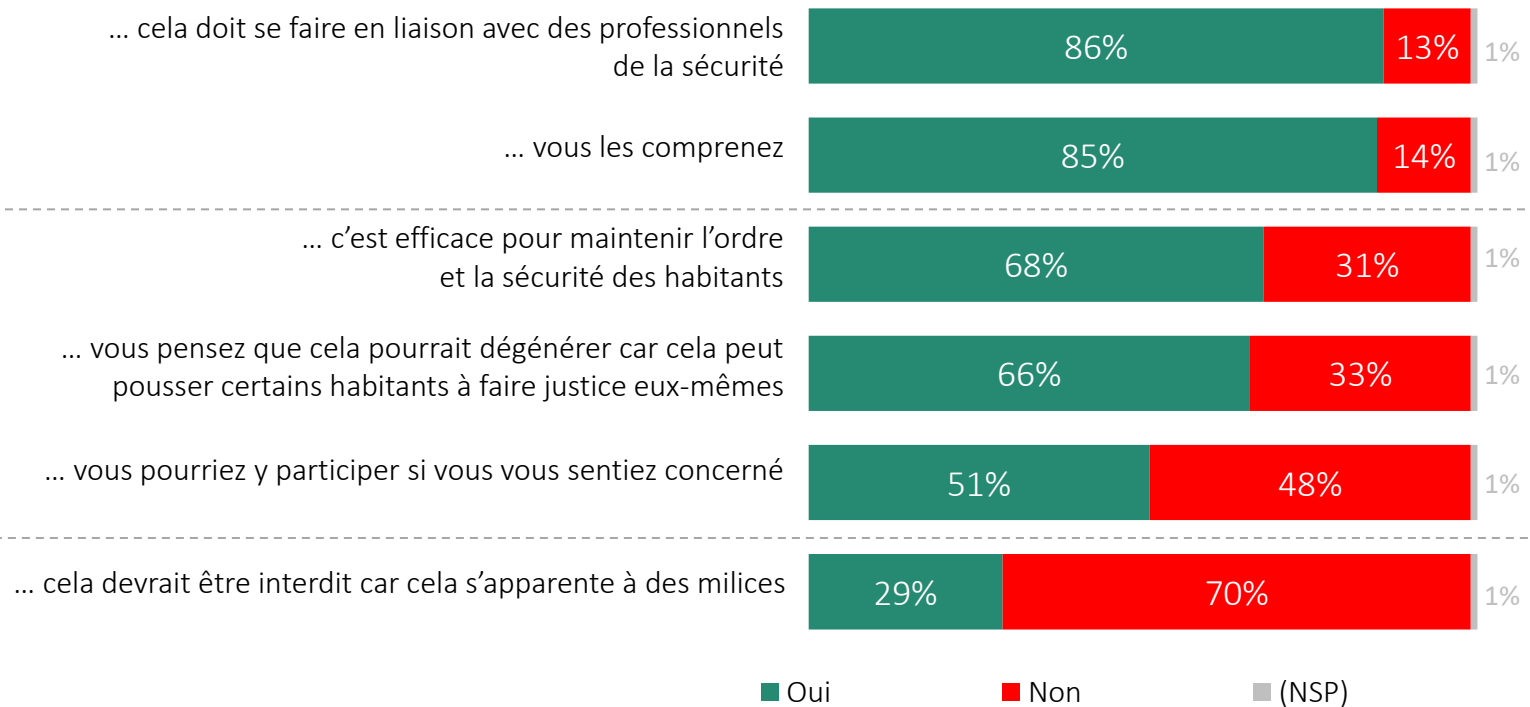
Afin de lutter contre la délinquance des mineurs, seriez-vous favorable ou opposé(e)... ?



Regard porté sur l'organisation du voisinage dans certains quartiers pour assurer la sécurité



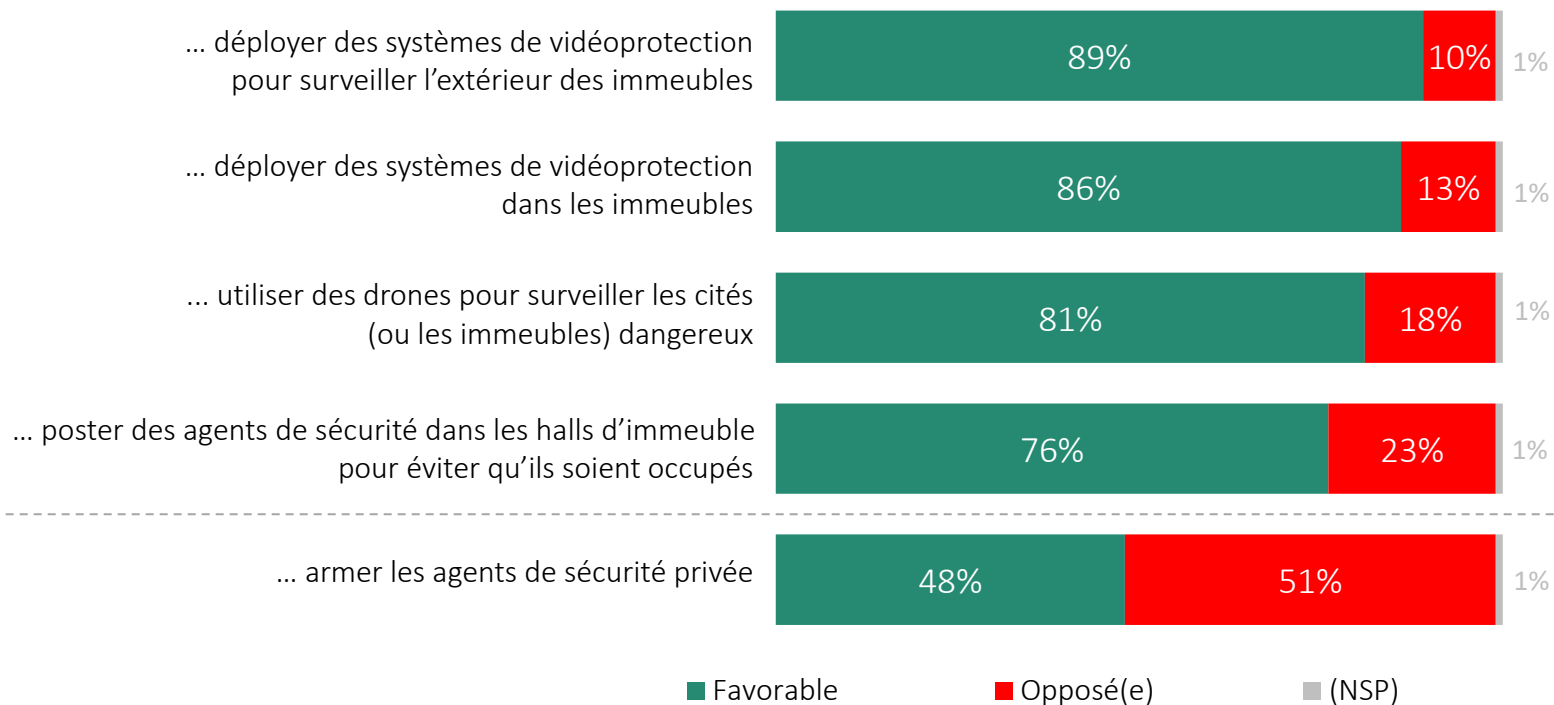
Dans certains quartiers, le voisinage s'organise pour assurer la sécurité en patrouillant dans les rues ou encore en occupant tour à tour les halls d'immeuble pour éviter les attroupements et empêcher l'installation de points de deal.
A propos de ce l'organisation de ces habitants, dites-nous si...



Approbation de mesures impliquant la sécurité privée



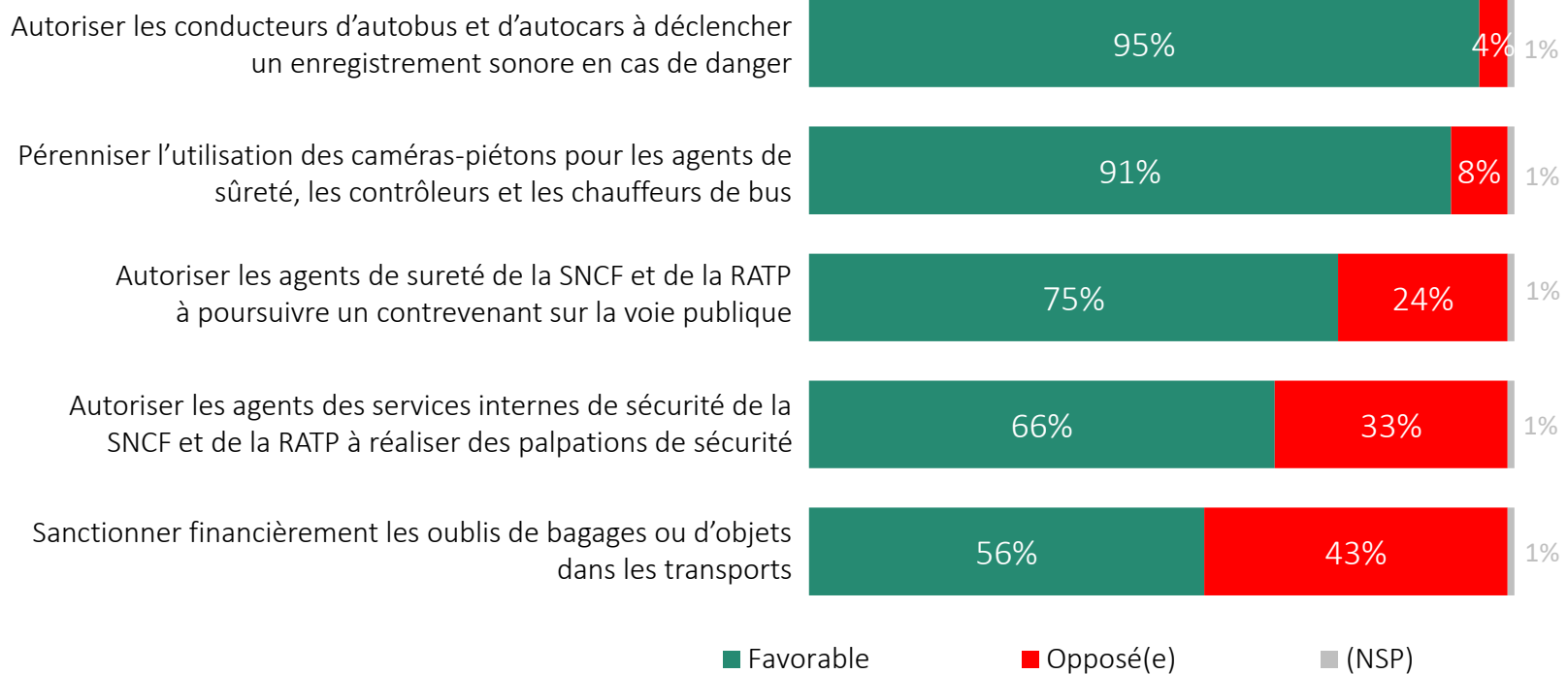
Pour chacune des mesures suivantes concernant l'implication de la sécurité privée dans la sécurité en France, y êtes-vous favorable ou opposé(e) ?



Approbation des mesures de la proposition de loi sur la sécurité dans les transports



Pour chacune des mesures suivantes incluses dans la proposition de loi sur la sécurité dans les transports (bus, train, métro...), dites-nous si y êtes favorable ou opposé(e).



Sécurité au sein de l'entreprise



Aux actifs en emploi

A propos de la sécurité des collaborateurs de votre entreprise ou de votre organisation, diriez-vous que... ?

